



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-61725>

Département(s) de publication : **59, 02, 60, 62, 80**

Annonce n° **24-61725**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Mairie de Lille

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Prestations de mise à disposition de solutions de paiement à distance (par internet et téléphone mobile) de la redevance de stationnement pour la ville de Lille et ses communes associées.

**Description** : Ce marché est passé par procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Il sera conclu avec, au maximum, les 7 candidats ayant introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution, et sous réserve d'un nombre suffisant de candidature et d'offres. Le marché sera conclu : a) Sur quantités réellement exécutées pour la partie relative à la redevance par transaction ; b) Sur la base des prix unitaires du Bordereau de prix unitaires pour la partie relative au(x) développement(s) et formation(s) éventuelles. Le marché sera conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 620 000,00 euros hors taxes sur la durée du contrat toutes reconductions confondues (48 mois) et pour l'ensemble des opérateurs attributaires. Le marché sera conclu pour une durée de 24 mois renouvelable tacitement une fois pour la même période de 24 mois (soit 48 mois au total). Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG TIC, la durée du contrat démarre à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage du contrat. Par dérogation à l'article 29 du CCAG TIC, le titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires maximum à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage pour mettre en ordre de marche le logiciel de paiement à distance du stationnement. Le titulaire remettra un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur. Par dérogation aux dispositions du chapitre V CCAG TIC, l'installation et la mise en ordre de marche valent mise en service effective du logiciel. Nota Bene : la date de mise en service effective pourra être différente selon le titulaire. Elle dépendra du délai de mise en ordre de marche qui aura été nécessaire au titulaire. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande

publique. Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial. Les négociations sont donc interdites.

**Identifiant de la procédure** : 1385b875-f23c-4c16-a1ca-312461598704

**Identifiant interne** : 2024AC188DCP

**Type de procédure** : Ouverte

#### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 38720000 Horodateurs

**Nomenclature supplémentaire** ( cpv ) : 48400000 Logiciels de transactions commerciales et de transactions personnelles

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Lille

**Code postal** : 59033

**Subdivision pays (NUTS)** : Nord ( FRE11 )

**Pays** : France

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 620,000 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L21411 à L21415 et L21431 du Code de la Commande Publique

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre** : Lot unique.

**Description** : Concernant la partie des prestations sur quantités réellement exécutées pour la partie relative à la redevance par transaction : Les opérateurs sont rémunérés sur chaque transaction selon une redevance contractualisée au titre du présent contrat. La rémunération des opérateurs attributaires dépend de l'utilisation des solutions par les usagers. Cette redevance ne pourra être supérieure à 0.10 euros HT (dix centimes d'euros hors taxes) par transaction. En raison de la spécificité du contrat, aucune répartition des prestations n'est organisée entre les opérateurs retenus. En effet, ceux-ci sont rémunérés par rapport à l'utilisation des solutions par les usagers. Concernant la partie des prestations sur la base des

prix unitaires du Bordereau de prix unitaires pour la partie relative au(x) développement(s) et formation(s) éventuel(s) : Lors de la survenance d'un besoin de développement de logiciel ou de formation, des bons de commandes seront envoyés à l'ensemble des titulaires du marché. Les délais d'exécution seront indiqués dans chaque bons de commande. Nota Bene : Les montants maximums du marché correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le(s) titulaire(s) du marché ne pourra(ont) élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints. L'acheteur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

**Identifiant interne :** 2024AC188DCP

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ) :** 98351110 Services de mise en œuvre des règles de stationnement

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 38720000 Horodateurs

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ) :** 48400000 Logiciels de transactions commerciales et de transactions personnelles

#### **Options :**

**Description des options :** Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Il n'est pas prévu de décomposition en phases. La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée. Aucune variante n'est prévue par l'acheteur. L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché. En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte. Prestations supplémentaires éventuelles : Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** Lille

**Code postal :** 59033

**Subdivision pays (NUTS) :** Nord ( FRE11 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 31/10/2024

**Durée :** 48 MONTH

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** L'acheteur se réserve la possibilité, le cas échéant et sous réserve du respect de la réglementation, de conclure : un contrat sans publicité ni remise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent accord-cadre, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial (article R. 2122-7 du CCP) ; des

modifications (avenants) conformément aux dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 dudit Code.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 620,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 620,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires** : Point 5.1.3 "durée estimée" de la présente publicité : la date de début indiquée au 31/10/2024 n'est que prévisionnelle. La date de début du marché sera celle de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des prestations. Point 5.1.15 "techniques", concernant le "nombre maximal de participants" : le nombre de 7 opérateurs retenus est entendu sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres. A la suite de la remise des offres, une phase de test des solutions proposées seront effectués. Les candidats devront donc mettre à dispositions de l'acheteur une solution de leur logiciel en mode "test". Les candidats seront destinataires d'un courrier avec les modalités d'organisations. Les solutions seront examinées au regard des exigences techniques, fonctionnelles et juridiques du CCATP. Un planning prévisionnel est fourni dans le RC. Pour plus de précisions sur cette phase de tests, se référer à l'article 11.2 du RC. Eu égard à la spécificité de ce marché, à l'issue de la procédure une convention de mandat sera signée entre l'acheteur et le(s) titulaire(s) du marché pour la perception des droits de stationnement. Eu égard à la spécificité de ce marché, l'attention des candidats est attirée sur les modalités de sécurité et de confidentialité du marché. Modalités de financement : se référer à l'article 21 du CCATP.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. A cet égard, l'opérateur non doté d'un comptable public souscrit une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du mandat.

**Critère** :

**Type** : Capacité technique et professionnelle

**Description** : Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le

destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

**Critère :**

**Type :** Autre

**Nom :** Capacité administrative

**Description :** Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété. Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

**5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Coût

**Description :** CRITERE 2 : PRIX : sera noté sur 30 points : sur la base d'une règle de trois : Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) \* pondération du critère prix. Il est rappelé aux candidats qu'en tout état de cause le prix par transaction ne peut être supérieur à 0,10 euros HT.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** CRITERE 1 : VALEUR TECHNIQUE : sera noté sur 70 points sur la base des tests effectués, sur le questionnaire technique remis et sur les sous-critères ci-après indiqués : - Ergonomie de la solution au regard du périmètre fonctionnel défini à l'article 10.2.3 du CCATP (sur 15 points). - Ergonomie du back office et fonctionnalités proposées au-delà de celles requises à l'article 10.3 du CCATP (sur 40 points). - Fonctionnalités optionnelles proposées tel que cela est indiqué à l'article 10.5 du CCATP (sur 15 points).

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

**5.1.11 Documents de marché**

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** français

**Date limite de demande d'informations complémentaires :** 24/06/2024 à 15:00

**Adresse des documents de marché :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL\\_2024\\_cRLJ8TSRI2](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_cRLJ8TSRI2),

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** Achatpublic.com

## 5.1.12 Conditions du marché public

### Conditions de la procédure :

**Une habilitation de sécurité est requise**

**Description :** Un certificat d'agrément PCI-DSS de la solution en cours de validité est requis au titre de l'offre.

### Conditions de présentation :

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** [https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL\\_2024\\_cRLJ8TSRI2](https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_cRLJ8TSRI2)

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 03/07/2024 à 15:00

**Date limite de validité de l'offre :** 180 DAY

### Informations qui peuvent être complétées après la date limite de présentation des offres :

À la discrétion de l'acheteur, certains documents manquants relatifs au soumissionnaire peuvent être transmis ultérieurement.

**Informations complémentaires :** Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique dans l'hypothèse où les justificatifs demandés pour la candidature ne seraient pas joints, il pourra être demandé au candidat de les compléter. Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que la régularisation n'entraîne pas une modification substantielle de l'offre.

### Informations relatives à l'ouverture publique :

**Date/heure :** 03/07/2024 à 16:00

**Informations complémentaires :** Il est précisé que la date et l'heure d'ouverture des plis sont données à titre indicatif. L'acheteur se réserve le droit de modifier la date et l'heure d'ouverture des plis tant que celles-ci sont postérieures à la date limite de remise des plis.

### Conditions du marché :

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Montage financier :** Les dispositions financières sont indiquées aux articles 16 à 28 du CCATP.

**Informations relatives aux délais de recours :** Se référer au code de justice administrative.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 7

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Lille

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Mairie de Lille

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Greffe du tribunal administratif de Lille

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Mairie de Lille

**Organisation qui traite les offres :** Mairie de Lille

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Lille

**Numéro d'enregistrement :** 17590003400018

**Adresse postale :** 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

**Ville :** Lille cedex

**Code postal :** 59014

**Subdivision pays (NUTS) :** Nord ( FRE11 )

**Pays :** France

**Point de contact :** Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Adresse électronique :** [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

**Téléphone :** 0359542342

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Mairie de Lille

**Numéro d'enregistrement :** 21590350100017

**Adresse postale :** Place Augustin Laurent CS 30667

**Ville :** Lille cedex

**Code postal** : 59033

**Subdivision pays (NUTS)** : Nord ( FRE11 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Direction de la commande publique

**Adresse électronique** : marchespublics@mairie-lille.fr

**Téléphone** : 0320495995

**Télécopieur** : 0320495449

**Profil de l'acheteur** : <https://www.achatpublic.com/>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Greffe du tribunal administratif de Lille

**Numéro d'enregistrement** : 17590003400018

**Adresse postale** : 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039

**Ville** : Lille cedex

**Code postal** : 59014

**Subdivision pays (NUTS)** : Nord ( FRE11 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Adresse électronique** : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

**Téléphone** : 0359542342

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## Section 11 - Informations relatives à l'avis

### 11.1 Informations relatives à l'avis

**Identifiant/version de l'avis** : 62609270-ec56-43bc-9cf6-d501db91f459 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 28/05/2024 à 15:42

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français**

## **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication : 28/05/2024**